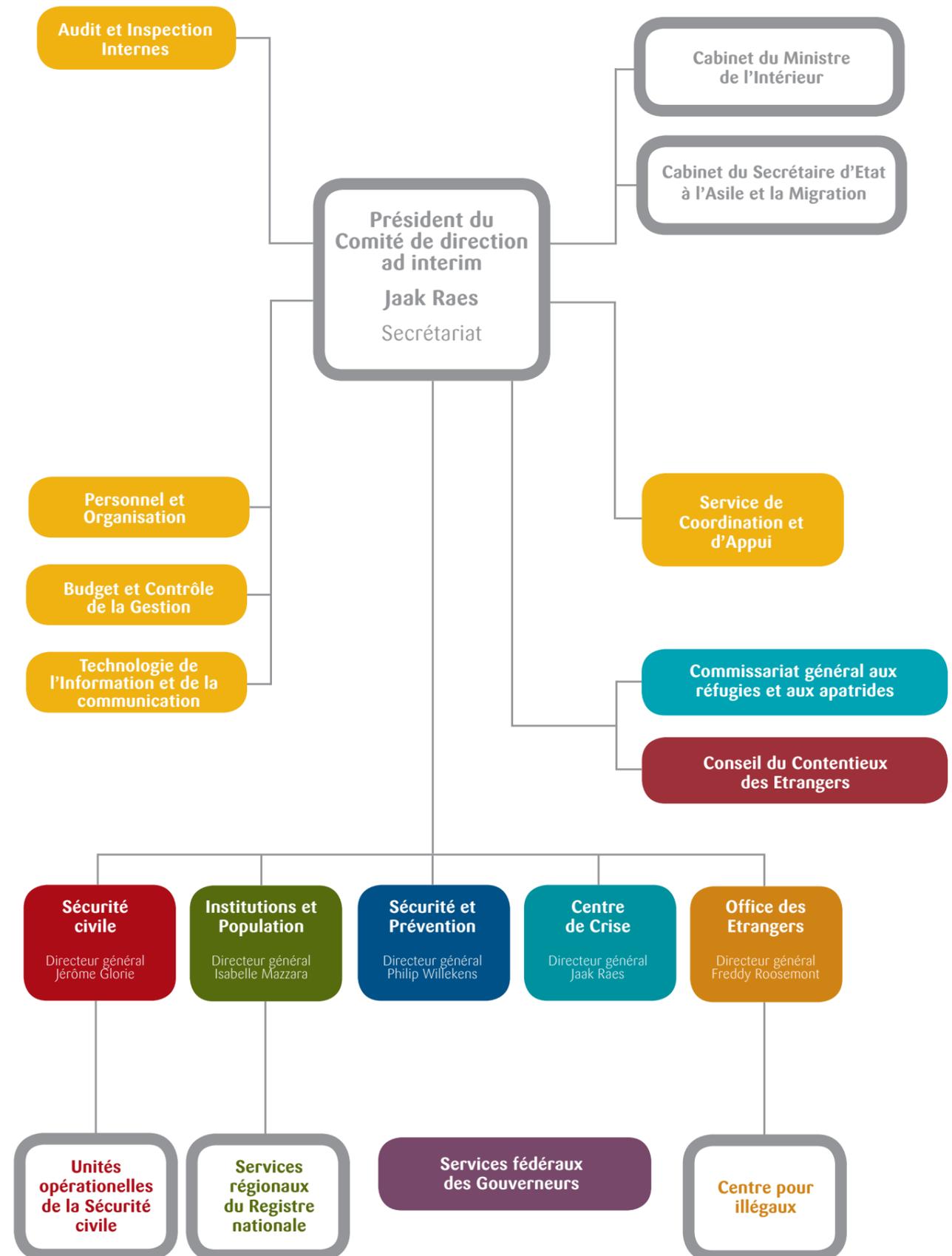




Rapport d'activités 2012



## Colophon

Editeur responsable : SPF Intérieur, rue de Louvain 1, 1000 Bruxelles

Mise en page : Cindy De Braeckener, Cellule centrale d'Information et de Communication, SPF Intérieur

Photographie : Frederik Vollaert, Europese Unie, Malek Azoug, Belga, Wouter Van Vaerenbergh, Service d'incendie Hasselt.

Traduction : Service Traduction - SPF Intérieur

# Table des matières



<b>Avant-propos</b>	<b>4</b>		
<b>Service public fédéral Intérieur</b>	<b>6</b>		
Effectif du personnel	7		
Budget	8		
Personnel et Organisation	9		
Budget et Contrôle de la gestion	9		
Technologie de l'Information et de la Communication	10		
Audit et Inspection internes	10		
Information et Communication	11		
Gestion des plaintes	11		
Soutien juridique	11		
Soutien moral et matériel	12		
Prévention et protection au travail	12		
Calamités	12		
Activités internationales	13		
Service central de traduction allemande	13		
<b>Direction générale Sécurité civile</b>	<b>14</b>		
Centres d'appels urgents 100/112	15		
Services incendie	16		
Protection civile	18		
Centre de Connaissances	20		
Interventions à l'étranger	21		
<b>Direction générale Sécurité et Prévention</b>	<b>22</b>		
Sécurité football	23		
Sécurité privée	24		
Sécurité incendie	25		
Sécurité locale	25		
Solutions politique pour les phénomènes de criminalité	26		
Gestion policière	26		
Contentieux et appui juridique	27		
<b>Direction générale Centre de Crise</b>	<b>28</b>		
Etre informé pour comprendre	29		
Se préparer pour se protéger	30		
Agir pour la sécurité de tous	32		
<b>Direction générale Institutions et Population</b>	<b>34</b>		
Documents d'identité électroniques	35		
Lutte contre la fraude à l'identité	36		
Population	37		
Registre national	38		
Elections	38		
Protocole	39		
		<b>Direction générale Office des Etrangers</b>	<b>40</b>
		Regroupement familial	41
		Ressortissants UE qui constituent une charge déraisonnable pour le système de sécurité sociale	42
		Enregistrement systématique des mineurs étrangers non accompagnés	44
		Missions	45
		<b>Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides</b>	<b>46</b>
		2012 : un renversement de tendance	47
		16 % de demandes d'asile en moins	48
		Des décisions plus nombreuses et plus rapides	49
		4.419 décisions de protection : un record	49
		Réduction de l'arrière de près de 4.000 dossiers	50
		Liste de pays sûrs	50
		L'Europe continue d'imprimer sa marque dans le domaine de l'asile	51
		<b>Conseil du Contentieux des Etrangers</b>	<b>52</b>
		Nouveau Premier Président, Président et Présidents de Chambre	53
		Appui aux Chambres	54
		Explosion du nombre de recours : + 37 %	54
		Augmentation constante du nombre d'arrêts : + 16 %	55
		Jurisprudence	55
		<b>Projet d'amélioration Asile</b>	<b>56</b>
		<b>Services fédéraux des Gouverneurs</b>	<b>58</b>
		Brabant wallon	59
		Hainaut	60
		Liège	61
		Luxembourg	62
		Namur	63
		Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale	64
		Anvers	65
		Brabant flamand	66
		Flandre occidentale	67
		Flandre orientale	68
		Limbourg	69
		<b>Contact</b>	<b>70</b>



# Avant-propos



Madame, Monsieur,

En 2012, les membres du personnel du SPF Intérieur ont une nouvelle fois mis tout en œuvre afin de rendre la vie du citoyen plus sûre, plus simple et plus agréable au quotidien.

Ainsi, le citoyen est toujours plus impliqué dans la gestion de ses données personnelles reprises dans le Registre national. Via l'application "Mon Dossier", il peut désormais signaler directement des erreurs en ligne et ne doit donc plus se déplacer à la commune pour le faire.

Pour prévenir la criminalité, les nuisances et l'insécurité, les partenariats locaux de prévention restent un instrument important. En 2012, 34 nouveaux partenariats de ce type ont été créés, ce qui porte à 525 leur nombre sur l'ensemble du territoire belge. Afin de promouvoir la sécurité locale, des campagnes de prévention ont notamment été organisées sur le vol dans les véhicules et l'évacuation en cas d'incendie. Les services des Gouverneurs ont également soutenu des campagnes sur la sécurité routière et les actions de contrôle.

L'année 2012 a également été marquée par quelques événements tragiques. Les membres de notre personnel ont à cet égard fourni d'importants efforts pour aider et soutenir les victimes et leurs proches, ainsi que pour fournir aux services concernés les informations les plus récentes.

Lors de l'accident de bus à Sierre, une coordination nationale a été mise en place au Centre de Crise afin d'organiser un rapatriement collectif ainsi que des cérémonies dans le respect des victimes et de leurs proches. Notre service du protocole a organisé toutes les modalités relatives au deuil national et aux cérémonies funèbres.

Dans le cadre du meurtre survenu au château de Wingene, le groupe IBIS de la Protection civile a collaboré à la recherche du corps du châtelain.

La lutte contre la pollution représente presque un tiers des interventions de la Protection civile. Ainsi, lors d'une collision de 2 trains de marchandises à hauteur de la gare de Godinne, la Protection civile a par exemple colmaté une fuite dans un des wagons accidentés et nettoyé le produit chimique.

Suite aux différentes catastrophes naturelles, plus de 25 millions d'euros de dédommagements ont été octroyés aux victimes en 2012.

Afin de tester et d'analyser les plans et les procédures d'urgence, des exercices sont régulièrement organisés en collaboration avec les provinces et les communes. On peut ainsi citer Pégase, un exercice de grande ampleur qui, durant 36 heures, a simulé un incident dans la centrale nucléaire d'Electrabel à Tihange et qui s'est révélé très instructif pour les intéressés.

En ce qui concerne les étrangers, le nombre de demandes et de visas délivrés dans le cadre du regroupement familial a baissé suite à quelques modifications de la loi. Un meilleur suivi des dossiers et le transfert de données entre les différents services concernés ont également permis le retrait d'un plus grand nombre de documents de séjour de ressortissants européens qui constituaient une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale.

Dans le cadre du projet d'amélioration "Asile", la procédure d'asile a été examinée minutieusement. Depuis décembre 2012, des améliorations sont apportées, lesquelles entraînent une meilleure productivité des instances concernées (Office des Etrangers, Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, Conseil du Contentieux des Etrangers) ainsi qu'une meilleure efficacité dans le traitement des demandes d'asile.

Je vous invite cordialement à lire notre rapport d'activités de 2012. Si vous avez des suggestions ou des remarques, n'hésitez pas à en faire part à notre service d'information.

**Jaak Raes**  
**Président du Comité de Direction ad interim**  
**Service public fédéral Intérieur**



“Pendant ces exercices, les scénarios de tremblement de terre sont calqués sur ceux auxquels nous avons déjà été confrontés dans la réalité ; les conditions de vie et de travail sont semblables à celles d’une intervention réelle : nous souhaitons ainsi évaluer les connaissances techniques des équipiers, mais également tester leur résistance mentale et physique.”  
 (Rik Telamon, Protection civile)

## Direction générale Sécurité Civile

La Direction générale Sécurité civile organise les secours aux citoyens lors d'accidents, d'incendies et de catastrophes. Elle coordonne le projet 112, soutient les services d'incendie et gère les unités opérationnelles de la Protection civile.

### Centres d'appels urgents 100/112

L'objectif du projet 112 est que toute personne en Europe puisse appeler gratuitement les secours via le numéro d'urgence 112, qu'il s'agisse des services d'incendie, des secours médicaux ou de la police.

#### Centres 112 intégrés

Le gouvernement souhaite installer dans les années à venir un centre 112 totalement intégré dans chaque province belge, où aboutiront tous les appels relatifs à l'aide médicale urgente, aux services d'incendie et à la police. Après avoir posé certaines questions à l'appelant, l'opérateur qui prend l'appel informera simultanément les dispatchers des 3 services de secours, à l'aide d'une fiche d'événements. Les services de secours pourront ainsi dépêcher immédiatement sur les lieux

les hommes et les moyens nécessaires. Cette méthode est plus rapide et plus efficace que la méthode de dispatching actuelle.

Le 25 juin 2012, le Centre de secours 100/112 de Namur a déménagé de la caserne de pompiers de la ville de Namur dans le centre 101 de Jambes. Au cours de cette année, les Centres de secours 100/112 de Flandre occidentale et du Limbourg seront équipés techniquement et préparés au transfert.

#### Personnel

En 2012, 51 opérateurs ont été recrutés pour les centres d'appels urgents en Belgique.

La Direction 112 a développé, en collaboration avec la police intégrée, les services d'incendie et le SPF Santé publique, une formation multidisciplinaire composée de 5 modules pour les opérateurs. Grâce à ce système

modulaire et multidisciplinaire, les opérateurs peuvent, s'ils le souhaitent, changer plus rapidement de centre d'appels urgents. Dans ce cas, il leur suffit de suivre quelques modules spécifiques, mais pas la totalité de la formation.

L'objectif est qu'à l'avenir, les centres d'appels urgents puissent traiter tous les appels dans les 3 langues nationales et l'anglais. Cet objectif sera notamment concrétisé grâce, d'une part, à une amélioration des connaissances linguistiques de chaque opérateur et, d'autre part, à une optimisation des procédures de conversation en conférence entre 2 centres d'appels ou à la mise sur pied de procédures impliquant des interprètes externes. En 2012, la Direction 112 a organisé des cours de langues par téléphone pour quelque 100 opérateurs. Ces cours ont permis aux calltakers et opérateurs d'apprendre, dans des circonstances réelles, comment prendre un appel dans une autre langue.

### Prix de la meilleure promotion du numéro 112

Le 18 avril 2012, la Direction générale Sécurité civile a reçu le prix de la European Emergency Number Association pour la meilleure promotion du numéro d'urgence européen 112. Ce prix a été attribué à la Sécurité civile, au SPF Santé publique et à la police intégrée pour l'organisation des différentes actions de communication. En 2012, les campagnes promotionnelles en cours à Zaventem (Brussels Airport) et au Brussels South Charleroi Airport ont été prolongées d'un an.



“ En 2012, la Belgique a remporté le prix de la meilleure promotion du numéro d'urgence européen 112, qui récompense les nombreuses campagnes que la Sécurité civile a organisées ces dernières années. ”

(Erwin Hertens, Directeur 112)

En outre, le site Web du numéro d'urgence européen 112 (accessible via [www.sos112.be](http://www.sos112.be) et [www.112.be](http://www.112.be)) a fait peau neuve.

La Direction 112 a également mis sur pied en 2012 une campagne d'information pluriannuelle visant à réduire le nombre d'appels non urgents ou non destinés aux centres d'appels urgents. Une première phase de la campagne “Les appels urgents, pas de blabla” a été lancée en juillet. Un réseau de partenaires (dont des autorités et des services de secours locaux) a été mis sur pied et aide à diffuser les informations relatives à l'utilisation correcte des numéros d'urgence. L'étape suivante sera le lancement d'une campagne nationale dans les médias.

### Services d'incendie

En 2012, la Belgique comptait 250 services d'incendie. La loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile encadre la réforme des services d'incendie.

#### Réforme

La loi du 15 mai 2007 a pour objectifs :

- d'améliorer le fonctionnement des services d'incendie, notamment en les regroupant en 34 zones de secours ; ce qui permettra de mutualiser et de rationaliser leurs moyens ;
- de renforcer la sécurité des citoyens par la mise en œuvre du principe de l'aide adéquate la plus rapide.

Cette réforme se déroule progressivement. En 2010 et 2011, des pré-zones opérationnelles (PZO), qui se composent des mêmes communes que les futures zones de secours, ont été mises en place pour inciter les com-

munes d'une même PZO à collaborer plus étroitement sur le plan opérationnel.

La loi du 3 août 2012 constitue une étape non-négligeable dans l'implémentation de ladite réforme ; elle prévoit :

- l'octroi de la personnalité juridique aux PZO ;
- la création d'un conseil de pré-zone au sein duquel les bourgmestres de chaque commune de la PZO sont représentés ;
- la mise en place d'une structure de coordination permanente (le coordinateur étant un officier des services d'incendie détaché dans la pré-zone).

Enfin, la loi a aussi pour but d'assurer une politique de prévention zonale en se basant sur un réseau de techniciens en prévention qui pourront traiter les dossiers de l'entièreté de la zone.

Trois arrêtés royaux d'exécution complètent les dispositions de la loi du 3 août 2012. Ils impliquent concrètement :

- le financement des pré-zones par l'octroi d'une dotation fédérale dès lors que les conditions prévues par la loi sont remplies : ce principe fixe la clé de répartition budgétaire de la dotation fédérale entre les 34 pré-zones (celle-ci est par ailleurs identique à celle utilisée pour l'octroi des subsides aux pré-zones en 2010 et en 2011) ;
- la mise en œuvre progressive des normes minimales obligatoires d'équipement de protection individuelle (veste, pantalon, casque, gants, chaussures, radio, cagoule, etc.) et collective (caméra thermique, détecteur de radioactivité, explosimètre, etc.) dont les pompiers doivent disposer pour chaque type d'intervention ;

- l'application du principe de l'aide adéquate la plus rapide : jusqu'à présent, c'était la notion de territorialité qui déterminait quel service d'incendie devait intervenir (un service incendie intervenait sur le territoire des communes qui participaient à son financement). Dorénavant, c'est le poste de secours de la zone qui peut être le plus rapidement sur les lieux de la mission, avec les moyens adéquats, qui doit intervenir. Les normes qui définissent les minimums en personnel et en matériel ont également été précisées.

### Unimogs

Suite aux incendies de 2011 dans les Hautes-Fagnes et en Campine, il est apparu nécessaire pour certains services d'incendie de se doter de véhicules tout terrain supplémentaires. La Sécurité civile a entamé des démarches auprès de la Défense pour racheter des véhicules tout terrain de très bonne qualité à un prix raisonnable.

“ Nous continuons à investir sérieusement au niveau de la sécurité du citoyen et des services de secours. En dépit de cette période budgétaire difficile, 15.855.000 € de matériel incendie a été acheté en 2012. ”

(Jérôme Glorie, Directeur général de la Sécurité civile)



Un hélicoptère de la police auquel est accroché un réservoir souple à eau d'extinction, qui permet de lutter contre le feu en agissant du ciel, sous la conduite des équipes de pompiers au sol.

En juin 2012, la Défense a proposé 15 Unimogs au prix de 25.000 € par véhicule. Les services d'incendie de Beauraing, Bertrix, Lokeren et Vilvoorde ont déjà fait chacun l'acquisition d'un véhicule qu'ils transformeront en un véhicule d'incendie.

### Reprogrammation des radios ASTRID

En 2012, la Sécurité civile a initié la reprogrammation de près de 10.000 radios ASTRID. Les radios seront dotées d'un nouveau fleetmap, de nouvelles fonctions et leur logiciel sera mis à jour. L'objectif est d'aboutir d'ici fin 2013 à une reprogrammation de l'ensemble des radios des services d'incendie, ainsi que de celles de la Protection civile, du Centre de crise du gouvernement, des centres de secours 112/100 et des Services fédéraux des gouverneurs.

Les utilisateurs d'ASTRID peuvent bénéficier d'une formation dispensée dans les écoles du feu afin de se familiariser avec le nouveau fleetmap et les possibilités offertes par ces nouvelles fonctions.

Cette formation est organisée sur le principe de “train the trainer”.

### Feux de forêt : appui des hélicoptères de la police

Le 11 avril 2012, les services d'incendie et la police ont testé leur collaboration en cas d'incendies en milieu naturel. Une procédure opérationnelle standard a été fixée. Elle prévoit l'alerte de l'équipage de l'hélicoptère, la communication entre l'hélicoptère et les équipes au sol ainsi que la collaboration sur le terrain. Celle-ci est axée sur 4 interventions possibles pour l'hélicoptère de la police :

- extinction (avec ou sans flammes visibles) ;
- prise d'images avec la caméra thermique de l'hélicoptère : elle permet, par exemple, de vérifier si une tourbière souterraine fume encore ;
- dépôt de matériel et de personnel dans des lieux difficilement accessibles ;
- évacuation de personnes, telles que des sapeurs-pompiers ou des promeneurs encerclés par les flammes.

## Protection civile

En 2012, la Protection civile (PC) comptait près de 600 professionnels et plus de 300 volontaires casernés dans 6 unités opérationnelles réparties sur l'ensemble du territoire belge (Brasschaat, Crisnée, Ghlin, Jabbeke, Libramont & Liedekerke).

Les interventions de la PC sont multiples et variées (voir tableau). Certaines se déroulent en collaboration avec la Police fédérale ou d'autres autorités/services.

## Lutte contre les pollutions

Ce type d'intervention représente près du tiers de l'ensemble des interventions de la PC. La lutte contre les pollutions peut prendre différentes formes :

- cachalot échoué (février 2012) : un cachalot gravement blessé de 13,5 mètres et d'environ 30 tonnes s'est échoué sur la plage de Heist pour finalement y mourir. La décomposition du cétacé pouvant causer des problèmes de santé publique et environnementaux, la Protection civile de Jabbeke a procédé à l'enlèvement du cadavre ;

- pollution sur l'A12 (mars 2012) : un camion-citerne chargé de déchets et de résidus de combustible de navires a perdu son chargement sur la chaussée et dans le fossé adjacent. Le service d'incendie de Puurs a appelé en renfort la Protection civile de Brasschaat. Un barrage a été installé dans le fossé jouxtant l'autoroute. La chaussée a été nettoyée et la pollution présente dans le fossé a été neutralisée ;
- fuite de produit chimique (mai 2012) : 2 trains de marchandises sont entrés en collision en gare de Godinne. L'un des wagons endommagés présentait une fuite : il contenait une substance chimique hautement inflammable et nocive. A la demande du service d'incendie d'Yvoir, les

- unités opérationnelles de la Protection civile de Crisnée, Ghlin et Libramont ont envoyé des équipes de porteurs de tenue anti-gaz et du matériel spécialisé. La fuite a été colmatée et le produit chimique évacué ;
- fuite de pétrole dans un port (novembre 2012) : alors qu'un bateau-citerne faisait le plein d'un navire, 1.000 litres de pétrole se sont déversés dans le port de Gand et a envahi la roselière du Rodenhuedok. Après avoir limité la pollution à l'aide de barrages flottants et pompé les hydrocarbures répandus dans l'eau, la Protection civile a traité avec des détergents les résidus de pétrole restés dans la roselière et faucher entièrement celle-ci sur une longueur de près d'un demi kilomètre.

Mais l'atout principal de l'ACT est qu'il peut facilement être embarqué à bord d'un avion de transport de type C 130. Lorsque la Protection civile part en intervention à l'étranger, dans le cadre de B-FAST, le transport des hommes et du matériel jusqu'aux régions touchées par la catastrophe n'est pas toujours aisé : les routes peuvent en effet être endommagées et difficilement praticables. Grâce à l'ACT, le personnel de la Protection civile pourra se rendre plus rapidement et plus facilement sur le lieu des opérations.

“ L'Airborne Compact Transporter est un petit 4x4 léger qui peut facilement être embarqué à bord d'un avion de transport de type C-130. ”

(Marc Looze, Directeur des Opérations et du Matériel & Nouvelles Technologies)

## Airborne Compact Transporter

L'Airborne Compact Transporter (ACT) est un petit 4x4 léger, adapté aux terrains accidentés et capable de transporter très rapidement 6 personnes et du matériel. Ce véhicule peut, par exemple, être utilisé lors de feux de forêt où certains foyers sont souvent difficilement accessibles.



## Necrosearch

Le groupe IBIS de la Protection civile collabore avec le Disaster Victim Identification Team (DVI) de la Police fédérale lors des opérations necrosearch (recherche du corps dissimulé d'une victime d'un meurtre).

Après avoir réussi un test psychologique, les membres du groupe IBIS suivent une formation organisée par la Police fédérale : identification de personnes disparues, déontologie, techniques d'excavation et de tamisage... Lors de cette formation, l'accent est également mis sur l'importance de maîtriser une méthodologie précise. En effet, les fouilles effectuées par le DVI Team ont lieu dans le cadre d'une enquête judiciaire. La moindre négligence lors d'une opération necro-search peut donc entraîner la disparition irréversible d'éléments de preuve.

Début 2012, le groupe IBIS est intervenu lors de la recherche et de la découverte du corps du châtelain de Wingene, dans le cadre d'une enquête diligentée par le Parquet de Bruges.

### Nombre d'intervention par type de 2008 à 2012

Type d'intervention	2008	2009	2010	2011	2012	Nombre d'heures /homme (et %)	
INCENDIE	240	276	272	286	323	9.216,32	11,69%
POLLUTION	1.026	913	1.181	955	1.068	13.132,02	16,65%
INONDATION	353	126	255	473	166	2.979,67	3,78%
APPROVISIONNEMENT EN EAU	752	839	460	689	391	4.818,10	6,11%
ACCIDENT DE LA CIRCULATION	207	148	154	174	232	4.112,22	5,22%
EFFONDREMENT	67	49	105	63	71	1.247,08	1,58%
EXPLOSION	6	2	43	14	14	336,30	0,43%
TEMPETE	55	73	285	44	66	633,37	0,80%
PLONGEE	45	48	43	73	151	6.087,38	7,72%
ALERTE A LA BOMBE	0	0	3	3	2	3,08	0,004%
NID DE GUEPES	54	85	79	50	36	157,02	0,20%
TRANSPORT/TRAVAUX	102	160	425	369	208	2.940,40	3,73%
AIDE HUMANITAIRE	89	85	76	60	71	5.706,30	7,24%
INTERVENTION PREVENTIVE	62	129	30	35	45	2.142,88	2,72%
LOGISTIQUE	143	137	212	189	181	6.335,48	8,03%
EXPO/DEMO/EXERCICE	81	42	66	92	100	4.620,78	5,86%
RECHERCHE DE DISPARUS (judiciaire)	85	89	176	153	142	7.233,00	9,17%
SIGNALISATION LORS D'ACCIDENT				5	44	328,88	0,42%
COLIS SUSPECT				20	38	281,00	0,36%
AUTRES	106	122	190	288	263	6.537,50	8,29%
<b>Total</b>	<b>3-473</b>	<b>3-323</b>	<b>4-055</b>	<b>4-035</b>	<b>3-612</b>	<b>78.848,78</b>	<b>100,00%</b>

## Centre de Connaissances

Le Centre fédéral de Connaissances pour la Sécurité civile (KCCE) est compétent, notamment, pour la formation du personnel opérationnel des services publics de secours et la mise au point de procédures d'intervention standardisées destinées à l'ensemble de ces services. Il collabore régulièrement avec des partenaires venant de divers horizons : services d'incendie, universités, industries, institutions étrangères...

### Feux de forêt

Les incendies comme ceux survenus en Hautes-Fagnes et en Campine au printemps 2011 sont assez rares dans nos contrées. Il était donc nécessaire de renforcer le savoir-faire des membres des services d'incendie et des unités de la Protection civile.

Suite à une étude du KCCE, la France est apparue comme le pays disposant de la méthode la plus structurée. Une dizaine de membres des services de secours belges y ont donc suivi une formation de 4 semaines en vue d'obtenir le brevet Feux de forêt. Selon leur fonction sur le terrain, les participants ont suivi une ou plusieurs des formations suivantes :

- techniques spécifiques d'extinction ;
- conduite des interventions dans un cadre commun et cohérent ;
- stratégies de lutte contre les feux naturels ;
- techniques de commandement.

A l'automne 2012, quelques pompiers et agents de la Protection civile ont perfectionné leur connaissance en

suivant des formations françaises encore plus poussées, telles que "commandement à grande échelle" et "appui aérien". La Belgique a d'ailleurs conclu un accord avec la France pour permettre le déploiement de bombardiers d'eau lors d'incendies naturelles sur le territoire belge.

Au-delà de cette formation, l'objectif du KCCE est d'apporter une réponse globale et durable en la matière. Un groupe de travail fédéral a donc été mis sur pied pour rédiger une procédure opérationnelle standardisée contre les incendies en milieu naturel et concevoir également une formation qui sera dispensée dans les centres provinciaux de formation.

### Sécurité autour des véhicules électriques et hybrides

Les risques liés aux véhicules électriques et hybrides sont multiples. Lors d'incendie, l'emballage thermique des batteries peut, par exemple, dégager des émissions de fumées toxiques.

En 2012, le KCCE a organisé, en collaboration avec le centre provincial de formation d'Anvers (Campus Vesta) et une société privée, une formation concernant la "sécurité autour des véhicules électriques et hybrides".

Lors de la formation, 90 instructeurs, issus des différentes écoles du feu du pays, ont appris notamment à :

- identifier les véhicules électriques et hybrides et les risques liés à ceux-ci ;
- appliquer une procédure sécurisée ;
- réagir correctement et lutter contre les incidents spécifiques à ces véhicules (risque de propagation d'incendie par saut de feu, toxicité spécifique des fumées...).

“ Depuis octobre 2012, les membres des services d'incendie et de la Protection civile peuvent suivre une formation sur la sécurité autour des véhicules électriques et hybrides au sein des centres provinciaux de formation. ”

(Christiaan Roets, chef d'équipe Formation/KCCE)

Depuis le mois d'octobre 2012, la formation "sécurité autour des véhicules électriques et hybrides" est dispensée aux membres des services d'incendie et de la Protection civile dans les centres provinciaux de formation. Un colis d'outils didactiques et des manuels de cours ont été mis à la disposition des écoles du feu par le KCCE.

### Exercice dans le tunnel "Diabolo"

Le 24 mai 2012, un exercice multidisciplinaire regroupant des centaines de membres des services d'incendies, de la Police et des services d'aide médicale, s'est déroulé dans le tunnel ferroviaire "Diabolo" situé près de l'aéroport de Zaventem. L'objectif était de tester le plan d'intervention mis en place pour ce nouveau tunnel, mais également de permettre à des experts du KCCE de développer un nouveau projet de procédure opérationnelle standardisée sur la désincarcération lourde (trains & trams).

## Interventions à l'étranger

Le DICa-DIR (Détachement d'intervention en cas de catastrophe à l'étranger - Detachment voor Interventie bij Rampen in het buitenland) est la composante opérationnelle qui participe aux missions à l'étranger, lors de catastrophes ou de calamités. Cette composante, gérée par la Sécurité civile, intervient aux côtés de la Défense, de la Santé publique et des Affaires étrangères, dans le cadre de B-FAST (Belgian First Aid & Support team). Les membres du DICa-DIR appartiennent soit à une unité opérationnelle de la Protection civile, soit à un service d'incendie. La composition du DICa-DIR est fonction du type d'intervention et donc du type de catastrophe (inondations, pollutions, tremblements de terre, raz-de-marée...).

En 2012, la Sécurité civile a renforcé la capacité d'intervention des équipes USAR (Urban Search And Rescue). Ces équipes du DICa-DIR sont spécialisées dans la recherche et le sauvetage de victimes ensevelies sous des décombres ou coincées dans des endroits dangereux (en altitude, par exemple). Après une formation théorique, une septantaine de stagiaires USAR ont participé à un exercice simulant un séisme de 7,5 sur l'échelle de Richter faisant de lourds dégâts et de nombreuses victimes. Durant cet exercice, tout s'est déroulé comme lors d'une intervention réelle afin de pouvoir évaluer les connaissances techniques des participants, mais également tester leur résistance mentale et physique. Vu le nombre de participants, 2 sessions d'une semaine chacune ont été organisées.

Les stagiaires USAR sont intervenus à plusieurs reprises dans différents environnements (friches industrielles, immeubles désaffectés...) et ont utilisé du matériel spécialisé comme des caméras télescopiques ou un équipement audio pour détecter des victimes sous les gravats. Des équipes cynophiles et GRIMP (Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux) ont également participé aux opérations. Pour la première fois, des mini-drones (petits avions sans pilote) ont effectué des vols de reconnaissance au-dessus des zones d'intervention.



Des stagiaires USAR lors d'un exercice pour la recherche et le sauvetage de victimes d'un tremblement de terre.

